



HAL
open science

Sentiment national : un clivage entre adolescents irréligeux et musulmans

Sebastian Roché, Sandrine Astor, Ömer Bilen

► To cite this version:

Sebastian Roché, Sandrine Astor, Ömer Bilen. Sentiment national : un clivage entre adolescents irréligeux et musulmans. Pierre Bréchon; Anne-Laure Zwilling. Entre indifférence religieuse et athéisme militant, 53, Presses universitaires de Rennes, pp.99-115, 2020. halshs-01676524

HAL Id: halshs-01676524

<https://shs.hal.science/halshs-01676524v1>

Submitted on 8 Jan 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre livre Bréchon et Zwilling (dir)

20 septembre 2017

Sentiment national : un clivage entre adolescents irrégieux et musulmans.

Sebastian Roché, Sandrine Astor, Omer Bilén

1. Introduction

Dans un contexte de croissance de l'affirmation de l'identité culturelle des musulmans, en particulier des jeunes, la religion a pris une place centrale dans le débat politique en France mais aussi dans toute l'Europe¹ depuis maintenant une bonne vingtaine d'années. Le lien entre convictions religieuses et citoyenneté, mais aussi la pertinence dans le contexte actuel des modalités du sécularisme², sont maintenant un enjeu politique de premier plan. Comment se combinent l'intégration religieuse et politique des adolescents ? Dans le contexte français, marqué par une forte sécularisation³, il ne s'agit pas seulement de prendre en compte les effets sociaux et politiques de l'adhésion à différentes dénominations, mais également à la non-religion, en incluant à l'analyse les irrégieux ou « sans religion », les athées convaincus ou simplement les indifférents à la religion, qui représentent la vision du monde la plus fréquente chez les adolescents.

L'idée de la nation occidentale est étroitement liée à celle de l'Etat, et on parle d'Etat-Nation. Un enjeu important consiste donc à savoir si la religion est une sorte de dénominateur commun, un pourvoyeur de liens et de normes partagées, ou bien si elle divise. Chaque Etat a historiquement tenté de rassembler les diverses collectivités ou communautés (régionales, ethniques, linguistiques, religieuses) pour les réunir en une nation, un peuple politique. Cet amalgame dans la nation est plus ou moins solide suivant les époques et les pays. L'inscription dans une Eglise a des effets sur l'attachement national qui dépendent de traits macro-sociaux et notamment du caractère plus ou moins sécularisé de la société⁴, ce qui explique que les liens entre religion et sentiment national varient suivant les pays. Dans le cas de la France, des thèses diverses ont été proposées, certains voyant le sécularisme marqué de notre pays comme un obstacle à l'intégration de musulmans affirmant leur spiritualité, d'autres au contraire faisant de l'intégration socio-économique le seul véritable problème que la religion viendrait cacher. Ces prises de position sont rarement étayées par des études empiriques systématiques faites à partir d'échantillons robustes. On

¹ KASHYAP Ridhi, LEWIS Valerie A., « British Muslim youth and religious fundamentalism: a quantitative investigation », in *Ethnic and racial studies*, 2013, Vol. 36, Iss. 12, p. 2117-2140.

² Un terme étendard communément utilisé mais que nous ne retenons pas, car assez peu commode et encore plus englobant que sécularisme, est laïcité. Sécularisme renvoie à la codification des relations entre les religions et l'Etat.

³ SMYTH Emer, LYONS Maureen, DARMODY Merike, *Religious Education in a Multicultural Europe: Children, Parents and Schools*, London, Palgrave Macmillan, 2013, p. 17-18.

⁴ MULLER Tim S., DE GRAAF Nan Dirk and Schmidt Peter, Which Societies Provide a Strong Religious Socialization Context? Explanations Beyond the Effects of National Religiosity. *Journal for the Scientific Study of Religion*, 2014, Vol. 53, Iss. 4, p. 739-759.

citera chez les adultes l'enquête TeO (Trajectoire et Origines, INSEE-INED, réalisée entre fin 2008 et début 2009), mais elle n'a pas d'équivalent chez les plus jeunes. Or, connaître les déterminants des préférences religieuses et politiques dans le public adolescent est essentiel dans un contexte marqué par l'affirmation de l'enjeu identitaire. Pourtant, on ne trouve en France que de rares études consacrées à la jeunesse et la religion⁵.

Comment les adolescents vivent-ils leurs attachements à l'Etat-nation suivant leur religion ? Nous voulons apporter des éléments de réponse à partir d'une enquête menée en France dans le cadre du projet international UPYC⁶ dont la méthode est détaillée dans l'encadré ci-dessous.

Méthode

Le projet « UPYC »³ (Les adolescents et la loi) fait partie d'un programme de recherche international en sciences sociales financé par le programme ORA de l'ANR (13-ORAR-0005-01) et le CSFRS. Il vise, dans cinq pays, à mieux appréhender les attitudes des jeunes par rapport à la loi et aux valeurs qui la sous-tendent. L'enquête couvre le département des Bouches-du-Rhône. La population cible se compose des jeunes de 5ème, 4ème et 3ème (générales, SEGPA et autres dispositifs couverts par ces niveaux) scolarisés en collèges publics et privés sous contrat. Un échantillon représentatif des classes de collégiens a été tiré au sort dans le département. Au total, un peu plus de 11.000 collégiens (9.200 dans le département et un "booster sample" à Aix et Marseille, non utilisé ici) ont été interrogés au sein des établissements scolaires entre avril et juin 2015.

Nous allons commencer par présenter les mesures de l'identification à la nation et la manière dont les adolescents s'inscrivent dans ce cadre politique. Nous allons ensuite examiner les visions du monde (religieuses ou non), ainsi que l'intensité d'appartenance pour les différentes églises. Puis, nous présenterons les liens qui unissent l'appartenance religieuse avec, d'une part, les valeurs libérales, et, d'autre part les attitudes face au sécularisme (entendu dans son acceptation classique des formes qui organisent la relation entre l'Etat et les cultes). Nous concluons sur la manière dont la religion et les valeurs ou jugements associés affectent l'identification à la nation française.

1. Identification à la religion et à la nation chez les adolescents

1.1. Le rapport à la religion

L'enquête interroge classiquement les adolescents sur le fait de savoir s'ils ont une religion ou non, et leur demande de choisir leur dénomination sur une liste, avant de leur faire préciser leur degré d'attachement ou d'indifférence. Nous avons regroupé les réponses en

⁵ On trouve une étude sur les 12-15 ans publiée il y a 25 ans, Champion et Lambert, 1990 ; et quelques travaux sur les jeunes adultes, Lambert 1997, Bréchon 2012, mais sans analyse de l'attachement national.

⁶ Understanding and Preventing Youth Crime.

quatre groupes, deux groupes majoritaires (l'un sans religion, l'autre de la religion la plus commune, catholique), et deux groupes minoritaires (musulmans et autres religions). Ce découpage permet de mieux prendre en compte les effets de la foi et de la place du groupe dans la société. Les musulmans sont ainsi une religion minoritaire, mais la catégorie « autre », bien que formant un groupe plus hétérogène, est un point de repère important à considérer pour savoir si l'explication de leurs opinions tient à cette position minoritaire.

Commençons par ceux que nous appelons les « sans religion » ou « irréli­gieux » indistinctement : 38,4% des élèves interrogés n'ont pas de religion, et ceci ne marque pas nécessairement d'opposition à la religion, mais plutôt une distance avec les cultes. Ils sont plus nombreux que ceux qui se disent catholiques (30,1%), et qui forment la religion majoritaire, suivis par les musulmans (25,3%). Les chrétiens, en additionnant catholiques, protestants et autres cultes assimilables sont au total 32,9%. Les juifs ne pèsent qu'une petite fraction du total, ici moins de 2%⁷. Les pourcentages de musulmans sont plus élevés que dans les études nationales, même en ne retenant que les jeunes adultes⁸. Il faut rappeler que les enquêtes reposent en général sur un échantillonnage par quotas, or il est moins fiable dès lors que le critère religieux ne peut pas être pris en compte. Il faut également préciser que la distribution des appartenances religieuses est spatialement marquée. Or, les Bouches-du-Rhône font partie des espaces plus urbanisés, l'aire Aix-Marseille étant la troisième plus importante de France par sa taille.

Un des contrastes les plus frappants concerne le rapport à la religion selon la croyance (cf. figure n°1). Comme on pouvait s'y attendre, les adolescents athées sont très peu nombreux à déclarer que la religion est « très importante » ou « importante » dans leur vie. La grande majorité d'entre eux répondent par la négative. On notera cependant que si un bloc de 80,3% considère nettement que la religion n'est pas importante (ce sont les athées affirmés ou convaincus), il reste que 19,7% des sans religion ne sont pas si radicaux et lui confèrent quelque importance : ce sont les athées indifférents. La seconde distinction concerne les musulmans et les catholiques (les « autres » religions occupant une position intermédiaire). Chez les musulmans, 5,3% considèrent que la religion a peu ou pas d'importance contre 26,3% des catholiques. Réciproquement, ces derniers ne sont que 6,2% à trouver la religion très importante contre 62,4% des musulmans.

Ces résultats sont cohérents avec les études portant sur les adultes en Europe, et les adolescents dans divers pays européens. Il apparaît que la religiosité est particulièrement importante pour les musulmans issus de l'immigration dans différents pays d'Europe, appuyée sur une transmission inter-générationnelle plus forte⁹. Si l'on considère l'attachement à la religion, la distance entre groupes est à son maximum entre, d'un côté, les musulmans, et de l'autre les athées. Cela peut sembler une évidence, mais, connaissant l'importance numérique de ces derniers, elle mérite d'être dite afin que les écarts

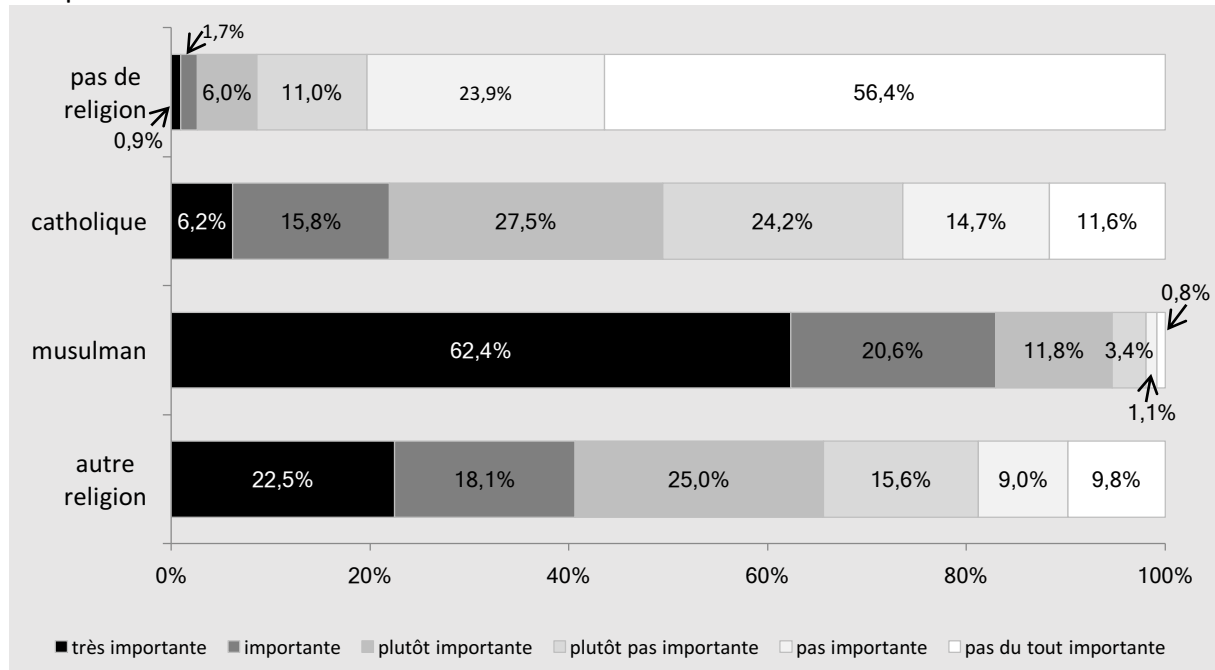
⁷ Les établissements confessionnels juifs n'ont pas souhaité participer à l'étude. Cette religion est donc sous-estimée.

⁸ Ainsi, 4-5% selon LAMBERT Yves, « Les jeunes et la religion : un cadrage général », in *Agora débats/jeunesses*, 1997, Vol. 9, n°1, p. 23-32 ; et 7% pour les 18-24 ans selon BRECHON Pierre, « L'univers de la religiosité : évolutions et influences sur les valeurs » in Olivier GALLAND et Bernard ROUDET (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, La Documentation Française, 2012, p. 66-85.

⁹ SCOURFIELD Jonathan et al., The Intergenerational Transmission of Islam in England and Wales: Evidence from the Citizenship Survey, *Sociology*, 2012, Vol. 46, Iss. 1, p. 91-108.

intergroupes ne soient pas limités aux dénominations et incluent bien la population majoritaire athée.

Figure n° 1 : « La religion est-elle importante pour toi dans ta vie quotidienne ? » pour chaque dénomination.



Sur cette base, nous avons constitué une variable qui intègre cette notion de degré d'attachement à sa croyance, religieuse ou non. Les catholiques et les musulmans sont scindés en deux groupes, les « affirmés » (qui trouvent leur religion importante, notés « + ») et les « non affirmés » (qui ne la trouvent pas importante, notés « - »). Les « + » regroupent les réponses « très importante » et « importante ». Nous l'avons également appliqué aux athées, mais en l'inversant car les plus convaincus de leur athéisme sont ceux qui n'attribuent pas d'importance du tout à la religion, distinguant ainsi les athées affirmés (religion : « pas importante du tout » et « pas importante ») et les indifférents (autres modalités de réponse). Nous l'utilisons à partir de la section 2.

1.2. L'identité française

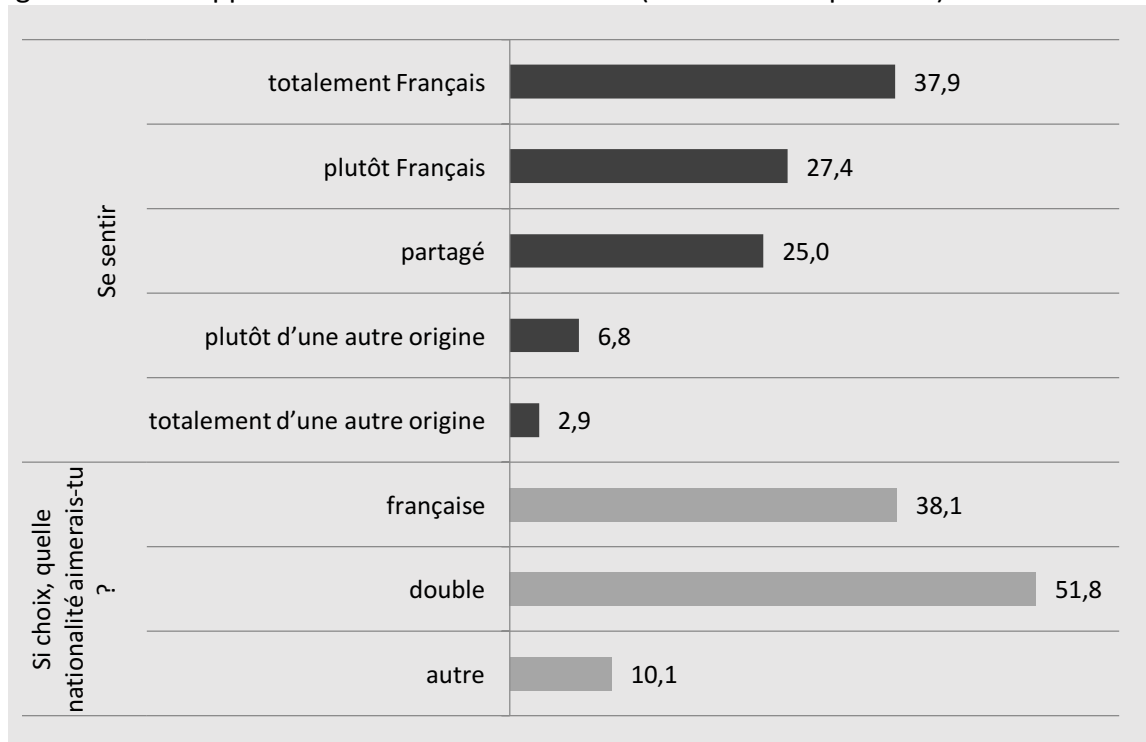
La nation et la religion sont deux « super identités ». Nous entendons par là qu'elles sont de grande ampleur, ce sont des communautés « imaginées »¹⁰ dont on ne peut pas connaître les membres. Toutes deux se combinent avec celles d'un niveau inférieur (on peut se sentir appartenir à sa famille, à son quartier, à son univers professionnel et à sa religion, et pareillement avec la nation).

Nous avons choisi dans l'enquête de mesurer l'attachement à la nation de deux manières, qui se révèlent très liées entre elles. Il n'existe pas au plan international de standards accepté en la matière. La première porte sur le fait de se sentir français. Il existe plusieurs

¹⁰ ANDERSON Benedict, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London, Verso books, 1983.

manières de le faire : on peut soit mesurer l'intensité de ce sentiment dans l'absolu (se sent-on plus ou moins français ? comme cela a été réalisé par l'enquête TeO), soit la mesurer par mise en tension entre deux ou plusieurs polarités. Afin de mesurer la tension entre plusieurs identités et peut-être des loyautés contradictoires selon les groupes de référence, car c'est précisément ce qui nous semble en jeu, nous avons proposé la formulation suivante « Dirais-tu que tu te sens plutôt français ou plutôt d'une autre origine ? » et proposé cinq réponses (cf. figure n°2). De cette manière les adolescents étaient mis en tension, mais en même temps ils avaient toute latitude pour se mettre en position moyenne ou complètement neutre (et bien sûr de ne pas répondre).

Figure n°2 : Le rapport à la nation : deux mesures (% hors non réponses*)



* Non-réponses : 0,7% pour « se sentir français » et 2,2% pour « si tu avais le choix ».

La seconde mesure concerne la nationalité désirée : « Si tu avais le choix, quelle nationalité aimerais-tu avoir ? ». Ici, nous faisons encore plus directement référence à l'inclusion dans une communauté politique. Et à nouveau nous proposons des choix modulables : « la nationalité française », « une autre nationalité », et « une double nationalité (la nationalité française et une autre nationalité) ». L'idée d'aspirer à être français, d'acquérir cette nationalité, exprime la volonté de s'inscrire dans la communauté politique et plus largement sans doute l'identification avec le modèle de société en général. Elle se pose naturellement avec plus d'acuité pour les personnes d'origine étrangère. Prenons un exemple : René Rémond insistait sur le fait que certains étrangers « demandaient à devenir français », et pensait que « le rêve du Polonais était de devenir un français et que ses enfants deviennent des Français »¹¹, même si l'historienne Janine Ponty a une analyse bien différente, mettant en avant une volonté de protéger leurs racines culturelles¹². Le souhait, dans les deux cas,

¹¹ REMOND René, *Valeurs et politiques*, Paris, Beauchêne éditeur, 1992, p.63.

¹² PONTY Janine, *Une intégration difficile : les polonais en France dans le premier 20e siècle. Vingtième Siècle, revue d'histoire*, 1985, Vol. 7, n° 1, p. 51-58.

est perçu comme une clé de l'intégration, et c'est cela que nous cherchons à mesurer par voie d'enquête. Par la formulation de nos questions, nous n'excluons cependant pas l'idée de multi-appartenance citoyenne. Les travaux par entretiens menés en France et au Royaume-Uni ont montré que les enfants, s'ils utilisent la référence à la nation, ne le font pas de manière exclusive¹³. Nous savons qu'une grande partie des personnes et *a fortiori* des adolescents qui vivent dans les métropoles françaises ont une nationalité étrangère, ou des origines étrangères (par la filiation maternelle ou paternelle ou les deux) : dans notre échantillon, si 93% des élèves sont nés en France (et 95% dans l'UE), seuls 63% des adolescents ont leurs deux parents nés en France.

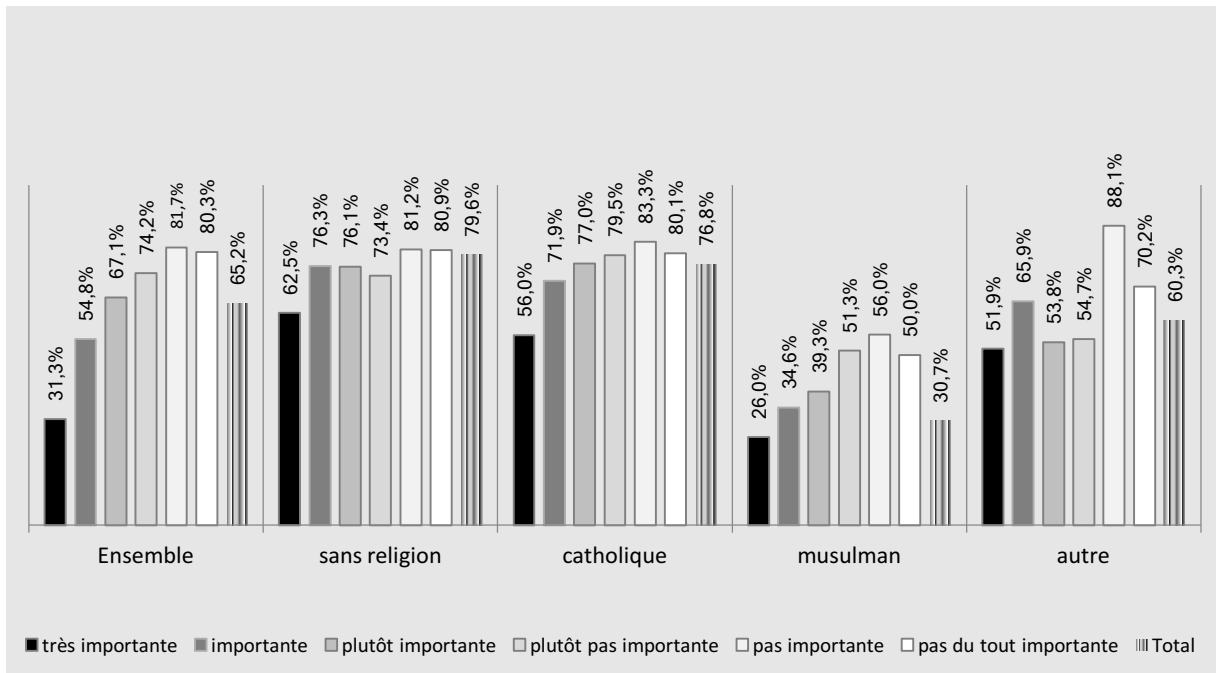
Si l'on découpe les réponses en trois grandes catégories, on observe que les adolescents se sentent français pour les deux tiers (65,3%) tandis qu'un dixième environ (9,7%) se sent plutôt défini autrement que par cette nation, et un quart exactement sont « partagés ». L'indécision prend des proportions plus fortes lorsqu'il s'agit de choisir un passeport : ce sont maintenant près de la moitié des adolescents (51,8%) qui aimeraient combiner plusieurs nationalités. Le pourcentage de ceux qui veulent devenir Français (38,1%) est comparable à celui exprimant le fait de se sentir totalement français, et inversement le rejet de la nationalité (10,1%) correspond à la somme des jeunes qui se sentent plutôt ou totalement définis par « une autre origine » (9,7%). Les variables de « sentiment d'appartenance » et de motivation à acquérir la nationalité, se révèlent dans nos données deux notions très liées. On sait que la concurrence de l'option multinationale versus nationale, et le rejet de la nationalité française sont plus fortes chez les adolescents qui ont une histoire familiale d'immigration. Or, les variables ethniques et religieuses se recouvrent largement.

1.3. Religion et nation : les moins religieux se reconnaissent plus dans la nation

Le croisement de l'identité nationale et religieuse montre une double corrélation (cf. figure n°3). D'une part, on trouve un écart important entre croyances, et d'autre part une différence selon l'intensité de l'attachement à ses propres croyances. Regardons d'abord les écarts moyens entre groupes. Les sans religion manifestent une très fréquente identification nationale (79,6 %). Il s'agit d'un point notable quant au fondement non confessionnel de l'attachement au pays. Le groupe des catholiques rassemble un niveau d'identification à la France qui est également très élevé, à peine inférieur aux athées (76,8%). L'écart avec les musulmans est prononcé, où le fait de se sentir français ne recueille que 30,7 % des préférences, bien moins que les autres religions (60,3%).

Figure n°3 : « Se sentir français » (totalement et plutôt) en fonction de l'importance de la religion dans la vie quotidienne pour chaque dénomination.

¹³ THROSSEL Katharine, *Child and Nation: A Study of Political Socialisation and Banal Nationalism in France and England*, Paris, Institut d'Études Politiques de Paris, 2012.



Les athées se pensent largement français, tandis que les musulmans sont les plus réservés. Certes, comme nous le savons, les musulmans sont plus souvent d'origine étrangère. Mais on notera que l'importance subjective donnée à la religion est un élément de l'adhésion à la nation à l'intérieur de chaque dénomination. Pour les adolescents musulmans, la part d'entre ceux qui se sentent français passe du simple au double entre les deux positions extrêmes, elle évolue de 26% (si la religion est très importante) à 50% (si elle n'est pas importante du tout) : l'attachement religieux module nettement l'identification nationale. Chez les catholiques, on passe de 56% à 80,1% d'adhésion, et l'on note surtout que la petite minorité catholique très affirmée (68 sur 2715 disant que « la religion est très importante ») est très en retrait quant au fait de se sentir français. Enfin, la force de la croyance a le même effet chez les athées : les plus irréguliers d'entre eux se reconnaissent nettement plus dans la France (environ 81%) que ceux qui accordent beaucoup d'importance à la religion (62,5%), même si ces derniers ne sont qu'une petite poignée bien évidemment (n=32). Chez les athées et les catholiques, en dehors des petits groupes extrêmes cités, l'affirmation de la foi n'a pas d'effet marqué.

2. Valeurs libérales, sécularisme et religion

L'appartenance à un groupe religieux a son importance. Mais, jusqu'à quel point est-elle liée à des valeurs et jugements ? D'une part les valeurs que les sociétés occidentales placent à leur fondement, la rationalité, l'égalité et la liberté, peuvent recueillir une adhésion à géométrie variable suivant la dénomination et la religiosité. Et, d'autre part, le jugement des adolescents sur le sécularisme pourrait affecter leur identification nationale.

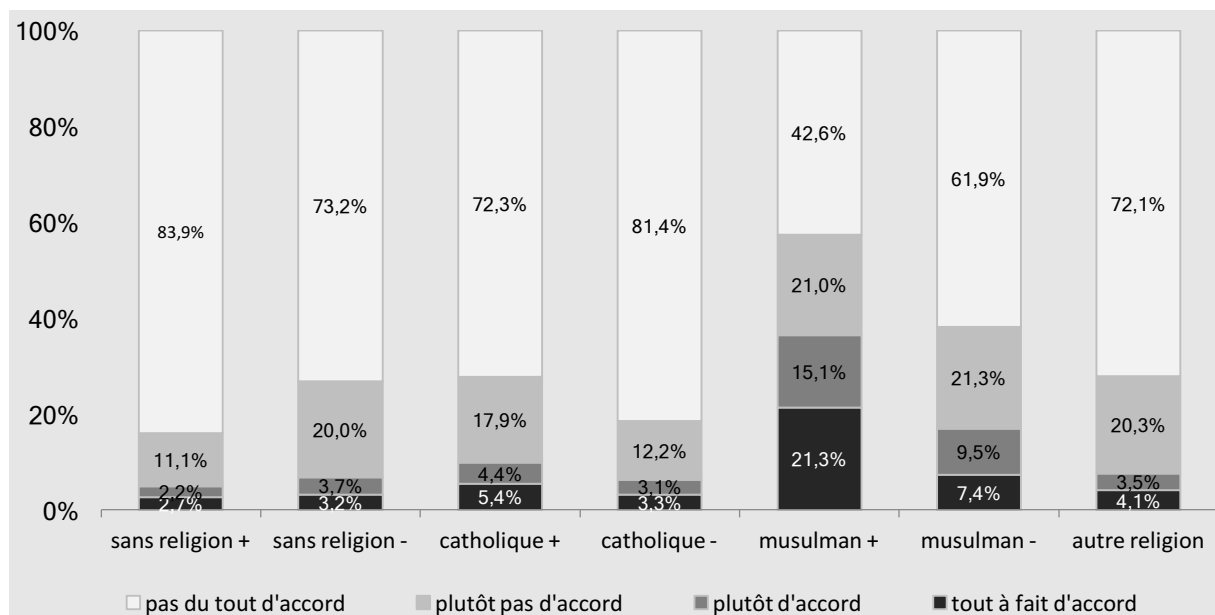
2.1. Libéralisme et religion

Nous avons retenu deux thèmes particulièrement importants, celui de l'égalité entre hommes et femmes, et celui de la liberté sexuelle. Ces enjeux ont fait l'objet de mobilisations importantes depuis plus d'une trentaine d'années, et débouché sur des modifications des lois afin de garantir l'égalité et le libre choix individuel.

L'égalité entre les sexes est abordée sur deux points : le fait de confiner les femmes à la sphère domestique et les modalités de partage d'espaces publics de loisirs (cf. figure n°4). Un phénomène comparable s'observe quant au rôle social confié aux femmes et l'idée d'une séparation de genre dans les lieux publics. Dans les deux cas, les irrégieux sont plus égalitaires que tous les autres groupes, qu'il s'agisse des modalités d'usage de la piscine où ils refusent la ségrégation sexuelle ou concernant la vision principalement domestique de la femme qu'ils rejettent également le plus nettement. Les musulmans sont les plus conservateurs en termes de mœurs. Chez les sans religion, les indifférents rejettent très largement (73,2%) la ségrégation sexuelle à la piscine, mais malgré tout un peu moins nettement que chez les irrégieux affirmés (83,9%). Même à l'intérieur du groupe des sans religion, le degré de religiosité semble affecter les opinions.

La liberté a été observée sous l'angle de l'acceptation de la manière de vivre sa sexualité versus sa stigmatisation (« *Les homosexuels sont des gens comme les autres* » ?). Les résultats, non présentés ici, ont la même structure que pour l'égalité de genre.

Figure n°4. Il est « Normal de séparer hommes et femmes à la piscine municipale », selon la dénomination et l'affirmation de sa foi, faible (-) ou forte (+).



L'enquête montre que les collégiens ont déjà formé leurs opinions sur nombre de valeurs, et qu'elles le sont d'une manière cohérente avec les résultats obtenus sur les populations adultes. Elle confirme que la religion est un puissant organisateur des représentations

sociales, et que la religiosité renforce les attitudes inégalitaires vis-à-vis des relations de genre¹⁴, ou vis-à-vis de l'homosexualité¹⁵.

2.2. Sécularisme et religion

La manière dont les opinions sur le sécularisme s'organisent est en partie dictée par la vision du monde et la religiosité. Nous avons exploré certains aspects des attentes en matière de sécularisme, et notamment le rôle de l'Etat en matière de financement des cultes (les salaires des religieux, prêtres, imams ou pasteurs par exemple), et sur la défense de la libre expression (l'idée que les livres et les films qui attaquent la religion doivent être interdits ou autorisés). Ces questions nous renseignent sur l'idée que se font les adolescents du soutien que la religion devrait recevoir de l'Etat, idée qui peut être interprétée comme une traduction de la préférence pour des liens plus forts ou plus faibles entre les institutions civiles et la religion. On notera que les collégiens répondent, mais se réfugient assez souvent dans des positions moyennes sur ces questions, signe que leurs opinions politiques sont encore en gestation.

Les adolescents sans religion sont les moins nombreux à penser que « L'Etat devrait payer le salaire des religieux qui s'adressent à leurs fidèles » (20,9%). Les catholiques peu affirmés étant un peu plus mobilisés sur cette enjeu (29,2%). Les musulmans les moins croyants se situent dix points en dessus (39,3%), un niveau proche des catholiques affirmés (43,2%), mais nettement plus faible que les musulmans affirmés (54%) qui forment le seul groupe où le soutien recueille la majorité des suffrages.

Concernant le rôle de l'Etat en matière d'interdiction des « livres et les films qui attaquent la religion », les sans religion sont les plus faibles défenseurs d'une intervention pour les interdire (cf. figure n°5). Si on distingue entre les irrégieux indifférents et affirmés, on note que ces derniers défendent plus nettement la liberté d'expression (39,6% contre 28,2%). La religiosité a un effet marqué aussi bien chez les catholiques que les musulmans : les plus affirmés d'entre eux souhaitent que l'Etat protège leurs croyances, quitte à réduire la liberté des autres. Entre les irrégieux affirmés et les musulmans affirmés, le pourcentage de soutien à l'interdiction passe de 15,2% à 53,3%, soit une multiplication par plus de trois. Les athées affirmés sont même de plus fervents défenseurs de la liberté que les catholiques, même lorsqu'ils sont peu religieux.

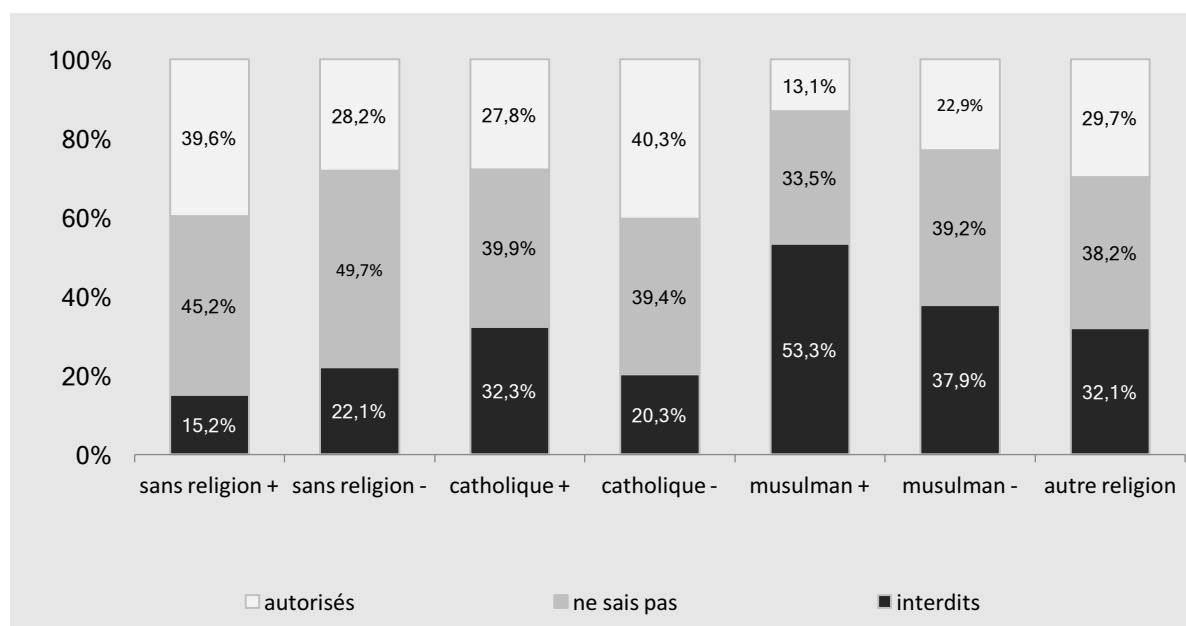
Figure n°5 : « Les livres et les films qui attaquent la religion doivent-ils être interdits ou autorisés ? » selon la dénomination et l'affirmation de sa foi, faible (-) ou forte (+).

¹⁴ Par exemple, SEGUINO Stephanie and LOVINSKY James, *The Impact of Religiosity on Gender Attitudes and Outcomes*. Department of Economics, University of Vermont, 2009.

RÖDER Antje, *Gender Role Attitudes of Migrants – The Impact of Religion and Origin Country Context* [on ligne], Trinity College Dublin, 2011.

Available on : https://cream.conference-services.net/resources/952/2371/pdf/MECSC2011_0210_paper.pdf

¹⁵ Pour une revue des travaux. MASON Gail and BARR Mischa, *Attitudes Towards Homosexuality: A Literature Review*, unpublished paper, 2006.

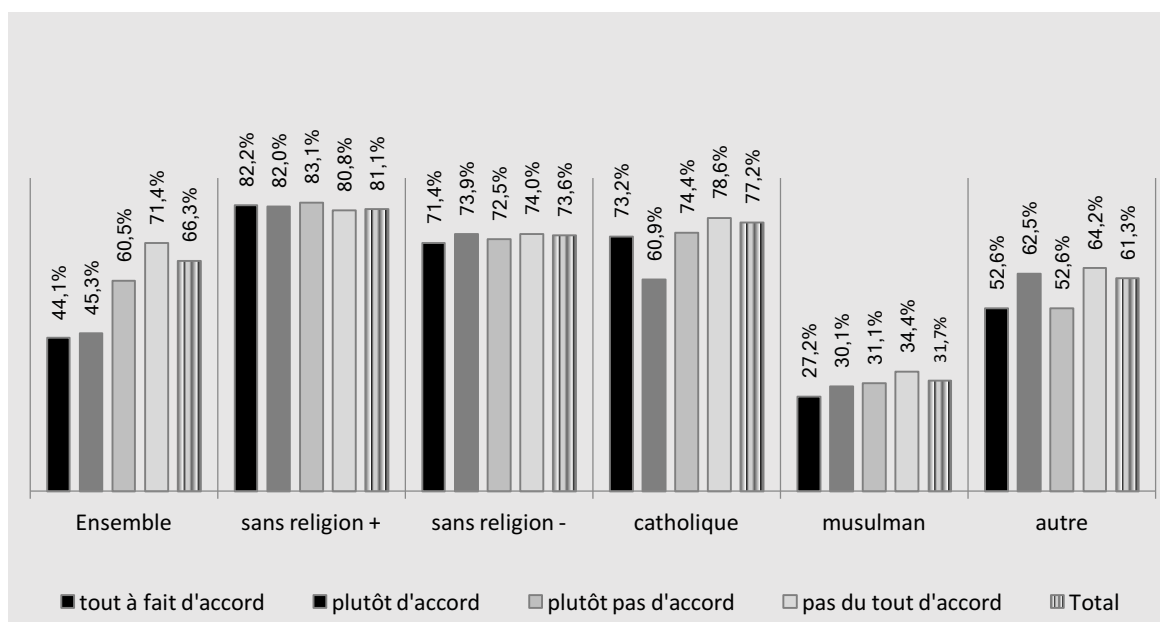


3. Religion, valeurs et identification à la nation

Quels liens le sentiment national entretient-il avec les jugements moraux (valeurs libérales), sécularisme fort (le rapport églises-Etat) et rationalisme (darwinisme) pour chaque dénomination. Pour des raisons de place, nous ne considérons ici que trois aspects (les relations de genre, le financement du culte par l'Etat, les relations à la connaissance scientifique).

Pour l'ensemble de l'échantillon, le fait de se sentir français semble augmenter avec la vision libérale de la société mesuré par l'aversion pour la ségrégation des femmes (cf. figure n°6). Cependant, ce résultat cache en réalité des effets de la vision du monde et du groupe ethno-religieux d'appartenance. Les adolescents qui n'ont pas de religion sont les plus fortement attachés à la nation. Et parmi eux, ceux qui sont les plus affirmés le sont encore plus (81,1% contre 73,6% chez les indifférents). Leur niveau d'identification à la nation est comparable à celui des catholiques. Surtout, ces deux groupes se distinguent nettement des musulmans. Les catholiques sont dans une position proche des athées par leur niveau d'adhésion à la nation alors que les musulmans se placent nettement en retrait, même par rapport aux autres religions. Au total, dans chacun de ces trois groupes, le sentiment d'être français n'est guère (chez les musulmans) ou pas du tout (les autres dénominations) influencé par les valeurs. Les valeurs libérales affichées sont assez homogènes à l'intérieur de chaque groupe, comme si elles étaient très largement déterminées par l'appartenance à celui-ci, laissant peu de place à l'appréciation personnelle.

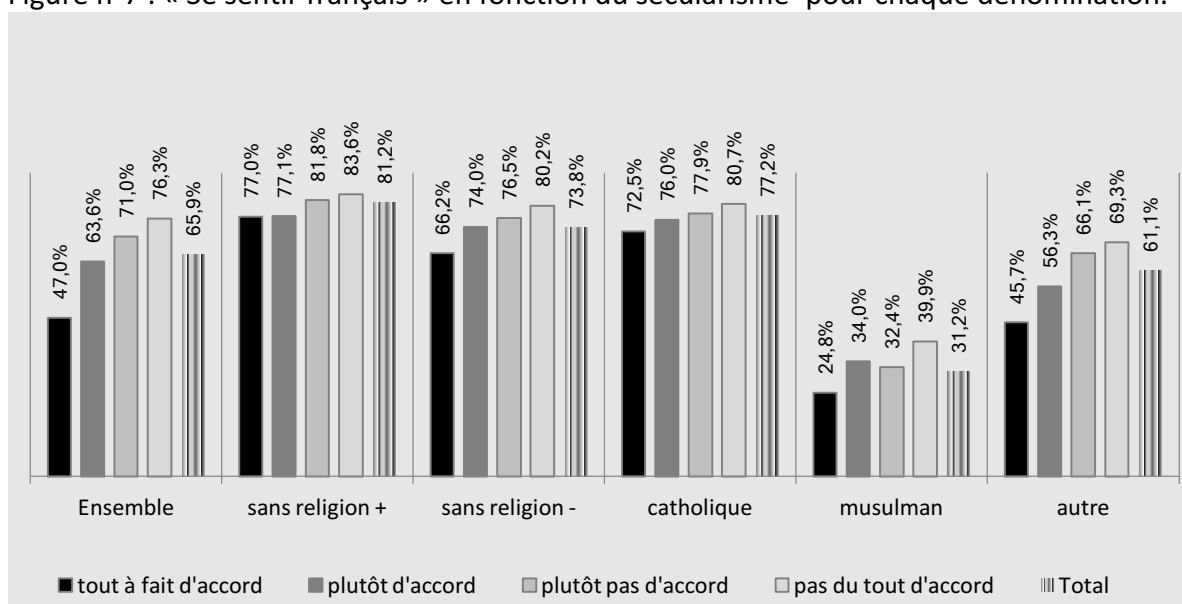
Figure n°6 : « Se sentir français » en fonction des opinions sur la séparation des genres* pour chaque dénomination.



* « il est normal de séparer les hommes et les femmes à la piscine », tout à fait d'accord à pas du tout d'accord.

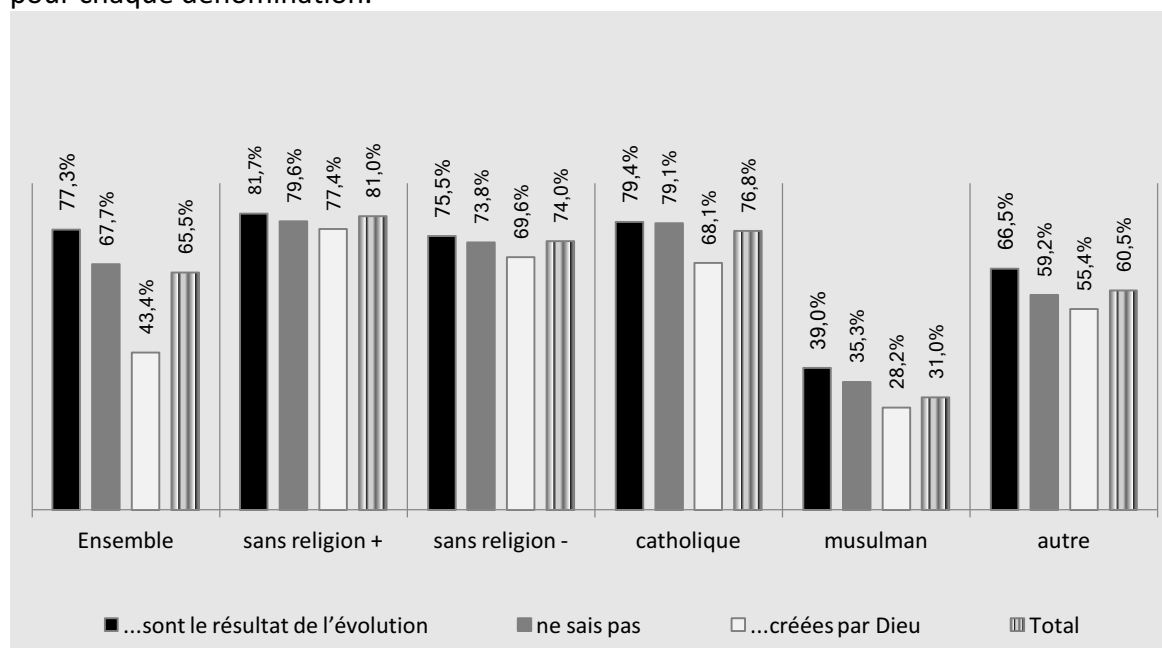
La perception des relations entre les Eglises et l'Etat - ici que l'Etat paye les salaires des religieux - affecte l'identification à la France, mais avec une intensité variable (cf. figure n°7). En comparant les irréguliers affirmés et les indifférents, on note que les premiers sont plus enclins à se sentir français (en moyenne 81,2% contre 73,8%), un phénomène affecté à la hausse par le refus du soutien financier au culte pour les indifférents (+14 points) mais guère chez les affirmés (+6,6%). Les catholiques (77,2%) sont à un niveau intermédiaire d'identification à la France, entre les deux groupes « sans religion », et préférer l'absence de soutien de l'Etat l'affecte modérément (+8,2 points). Ils sont loin devant les musulmans (31,2%). Ces derniers se distinguent des autres convictions par leur identification limitée à la nation, y compris des religions minoritaires « autres », deux fois plus souvent prêt à s'identifier à la France (61,1%) qu'eux. Refuser que l'Etat paye les salaires des religieux un effet chez les musulmans (+15 points) et plus encore chez les autres religions (+23,6).

Figure n°7 : « Se sentir français » en fonction du sécularisme* pour chaque dénomination.



* L'Etat devrait payer salaire des religieux ? tout à fait d'accord à pas du tout d'accord, « hors ne sait pas ».

Figure n°8 : « Se sentir français » en fonction la croyance dans les théories scientifiques* pour chaque dénomination.



* « Les espèces vivantes sont le résultat de l'évolution / créées par Dieu »

De nombreux rapports ou témoignages ont fait état du rejet de certaines matières par les élèves au collège ou au lycée à cause de leurs croyances religieuses. Récemment, la psychologue Amélie Boukhobza déclarait à La Croix le 16 juillet 2016 « À Nice (...), des professeurs ne peuvent plus faire cours. Parce que certains enfants croient que leur religion leur interdit d'écouter, les cours de musique deviennent compliqués. En arts plastiques, on ne peut ni aborder le nu, ni aller au musée. L'histoire est contredite, le darwinisme est réfuté ». Mais, cette liste d'incidents n'a pas fait l'objet d'un recensement systématique publié. Surtout, le lien entre ces positions d'élèves et leur rapport à la nation n'est pas connu. Dans les données UPYC, le rapport sceptique à la connaissance scientifique, le fait d'adhérer à une vision du monde naturel teintée ou organisée par le message religieux d'un dieu créateur, est associé à un moindre sentiment national (cf. figure n°8). Dans tous les groupes, le rejet de l'idée d'évolution au profit du créationnisme diminue l'attrance pour la collectivité politique, mais l'effet reste modeste. Plus en détail, le rationalisme engendre une variation de 4 à 6 points environ pour les athées (respectivement affirmés et indifférents), et autour de 11 points pour les catholiques, les autres religions et pour les musulmans.

En résumé, à l'intérieur de chaque groupe religieux, les jugements individuels sur les valeurs libérales, le sécularisme et le rationalisme font en général assez peu varier l'attachement national. Ceci suggère que les adolescents sont socialisés de manière assez homogène à l'intérieur des groupes. C'est particulièrement vrai pour celui des irrégieux affirmés. En dehors de ce dernier, des effets des jugements un peu plus marqués peuvent parfois exister. C'est le cas à propos du soutien financier de l'église par l'Etat, y compris pour les indifférents. Les jugements sont plus déterminants lorsqu'ils sont portés par des jeunes des religions minoritaires (musulmans et autres religions) : leur adhésion au sécularisme ou à une vision scientifique des origines de la vie favorisent leur identification à la nation, mais jamais au point d'atteindre le niveau observé chez les catholiques ou irrégieux.

4. Conclusion : la concurrence identitaire entre les communautés nationales et religieuses

Dans quelle mesure la France est-elle un cadre auquel les adolescents se sentent appartenir, et quels sont les déterminants du sentiment national ? Les super-identités que sont la nation et la communauté des croyants se renforcent-elles ou s'excluent-elles ? Où se situent les irrégieux, indifférents ou affirmés, dans un tel panorama ?

Le rapport à la religion des adolescents influe sur leur sentiment national d'une double manière : en fonction de leur groupe d'appartenance et de l'intensité de leurs convictions religieuses. Nous avons observé quatre groupes : les deux groupes majoritaires (l'un irrégieux, le principal, et l'autre catholique qui rassemble une plus petite partie de la population), et les deux groupes minoritaires (le premier, le plus grand, musulman, et celui des petites religions, les « autres »). Les deux grands groupes (irrégieux, catholiques) se sentent plus aisément appartenir à la France, et à un niveau proche d'adhésion. Il faut le souligner : en France, être sans religion ou catholique ne clive pas les adolescents quant à leur attachement national. La religion ne forme donc pas nécessairement une division. Ce résultat s'explique probablement par le fait que les catholiques sont très sécularisés si l'on rassemble sous ce terme l'idée qu'ils jugent rarement leur religion importante et que leurs opinions sur le sécularisme sont proches de celles des irrégieux. Cependant, au sein des deux groupes majoritaires, les personnes qui jugent la religion plus importante se sentent moins souvent appartenir à la France. Il y a donc bien une concurrence entre l'identification nationale et l'identification religieuse, mais elle dépend plus de l'attachement individuel (une intensité de convictions plus ou moins marquée) à la religion que de l'inscription dans un groupe (être sans religion *versus* catholique)¹⁶.

Concernant les groupes minoritaires, les musulmans sont, de loin, ceux qui expriment le plus faible sentiment national, même par comparaison aux « autres religions », qui sont pourtant encore plus minoritaires dans la population. Les autres religions se montrent plus proches que les musulmans des groupes majoritaires concernant leur vision du sécularisme ou les valeurs libérales. Le statut minoritaire semble donc une interprétation insuffisante en soi. Pourtant, les théories dominantes sur les relations entre les groupes sociaux mettent très souvent l'accent sur cette idée, et sur le fait que si un groupe domine numériquement, les institutions reflètent ses préférences au détriment des différentes minorités. Ainsi, le fait d'appartenir à un groupe minoritaire engendrerait des attitudes négatives sur le groupe majoritaire et sur les institutions¹⁷. Il semble qu'il faille aussi prendre en compte les caractéristiques culturelles et les valeurs, et pas simplement la taille des groupes pour comprendre leur sentiment d'intégration nationale.

Nous avons cherché à savoir si un certain nombre de croyances (les valeurs libérales de liberté et d'égalité, un certain rationalisme scientifique et une vision stricte du sécularisme) permettaient d'enrichir l'explication du sentiment national. Certes, une moindre adhésion à

¹⁶ Chez les adultes, les plus religieux se sentent plus souvent « fiers d'être français » selon certaines analyses des données EVS antérieures. Il est possible que la « fierté » soit une notion différente du sentiment d'être français, ou que les évolutions récentes des sensibilités aient modifié ces corrélations.

¹⁷ Par exemple, FARLEY John E, *Majority Minority Relations*. 6th ed., Boston, Prentice Hall, 2012; WEITZER Ronald and TUCH Steven A, *Race and Policing in America: Conflict and Reform*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

une valeur aussi centrale que l'égalité entre les sexes, le rejet du darwinisme ou l'idée que l'Etat doit activement soutenir les cultes (plutôt que d'être neutre) sont parfois des prédictors d'une moindre identification à la nation. On ne saurait dire que ces croyances sont sans importance, mais ce sont avant tout les groupes religieux d'appartenance (pour les musulmans) ou la religiosité (pour les catholiques et les sans religion) qui déterminent le sentiment national. Dans les religions minoritaires, on voit malgré tout un effet plus net des croyances individuelles sur le sentiment d'être Français, séparant ceux qui adhèrent aux valeurs de la société d'accueil et ceux qui les rejettent.

En France, l'attachement national chez les adolescents est le plus faible chez les musulmans affirmés, et le plus élevé chez les irrégieux ou les catholiques pour qui la religion compte le moins. L'explication de cette distance à l'identité française des musulmans repose probablement sur un ensemble de facteurs : leur position socioéconomique défavorisée dans la structure sociale française, des croyances illibérales, et leur forte religiosité dans un pays très sécularisé, et dont la sécularisation a été très marquée par les heurts entre religieux et athées¹⁸. Le profil de ceux qui se sentent le plus souvent français est inverse : ils sont issus de milieux plus favorisés, sont sécularisés et adhèrent aux principes libéraux. Ce trait est renforcé par leur faible religiosité : les plus éloignés de la religion parmi les irrégieux ou les catholiques, un ensemble qui correspond aux athées, forment le pilier le plus solide sur lequel repose l'attachement national.

¹⁸ McLEOD Hugh, *Secularisation in Western Europe, 1848-1914*, London, Palgrave Macmillan, 2000.